

**NICOLAE TITULESCU
(1882–2012)**

« Elever une digue contre l'inondation qui s'annonçait. »

George G. POTRA*

Résumé. L'interview accordée par Nicolae Titulescu, le 6 juin 1939, à « L'Epoque », journal prestigieux dirigé par le célèbre Raymond Cartier, a attiré l'attention sur les changements géo-politiques déstabilisateurs, sur les collusions d'Etats totalitaires, temporairement adverses, situés à gauche ou à droite, annonçant la Seconde Guerre Mondiale, sur les menaces mortelles de la confrontation imminente des grands blocs politiques et militaires. Titulescu demandait que Londres et Paris adoptent des attitudes de condamnation du révisionnisme et de l'agression, ainsi que des mesures de défense sans équivoque, qui bloquent les aventures guerrières criminelles et qui offrent davantage de sécurité, à même de coaguler autour des grandes démocraties occidentales les derniers espoirs des Etats petits et moyens d'Europe.

Mots-clés: « L'Epoque »; Cartier; Londres; Titulescu; Garde de Fer; Louis Barthou.

Un collègue s'est intéressé avec préoccupation de ce que la Roumanie ferait au printemps prochain, lorsque 130 ans se seraient écoulés depuis la naissance de Nicolae Titulescu.

Je lui ai répondu que dans mon pays il est difficile de penser à des certitudes, quel que soit le sujet qu'on discute, quelque grave qu'il soit.

Je me suis borné à lui avouer mon espoir que, au-delà de l'effrayante indifférence qui nous accable, le milieu académique roumain exhortera Titulescu de parler à ses actuels contemporains.

J'ai relu ces derniers jours l'interview que Titulescu avait accordée, le 6 juin 1939, à « L'Epoque », journal français prestigieux dirigé par le célèbre Raymond Cartier.

La force analytique et les prévisions de notre grand homme politique me fascinent. Je suis triste jusqu'à la stupéfaction, comme tant d'autres d'hier et d'aujourd'hui, et frappé jusqu'à la souffrance en constatant que le signal d'alarme tiré par Titulescu n'a eu, ni à Paris, ni à Londres, les effets qu'il aurait dû avoir.

En moins de trois mois, on allait signer le Pacte Ribbentrop-Molotov, chose prévisible, cependant ignorée par le Quai d'Orsay et par le Foreign Office.

Quelques jours après, éclatait la Guerre – européenne, mondiale, totale.

* Corresponding member of the Academy of Romanian Scientists.

Nous republions cette interview, inconnue jusqu'ici à la majorité des Roumains – à cause de la censure sévère, sinon brutale, de Carol II, des pouvoirs ultérieurs –, ainsi qu'aux milieux politiques et diplomatiques de l'Europe actuelle; non seulement pour rendre justice à la mémoire du grand homme, mais surtout pour mettre au premier plan des jugements responsables, profonds, faisant preuve d'un aigu sens historique.

Titulescu a attiré l'attention sur les changements géo-politiques déstabilisateurs, sur les collusions d'Etats totalitaires, temporairement adverses, situés à gauche ou à droite, annonçant la Seconde Guerre Mondiale, sur les menaces mortelles de la confrontation imminente des grands blocs politiques et militaires.

Terrorisé par le déclarativisme, l'immobilisme et l'esprit conciliatoire des chancelleries occidentales, manifestés dans l'Espagne, l'Autriche, la Tchécoslovaquie également, Titulescu a demandé que Paris et Londres adoptent des attitudes de condamnation du révisionnisme et de l'agression, ainsi que des mesures de défense sans équivoque, qui bloquent les aventures guerrières criminelles et qui offrent davantage de sécurité, à même de coaguler autour des grandes démocraties occidentales les derniers espoirs des Etats petits et moyens d'Europe.

Défendant la Roumanie avec dignité et réalisme, jusqu'au bout – en dépit des injustices dont il fut l'objet –, Titulescu a déploré la légèreté avec laquelle les gouvernants de Bucarest renonçaient à des actes témoignant d'esprit de suite et à des intransigeances en matière de politique extérieure, tergiversant ou abandonnant des démarches d'éclaircissement et de consolidation aux frontières est, ouest et sud, des projets de sécurité sous-régionale et régionale.

Les garanties occidentales pour la Roumanie préfiguraient des chimères ; pour une certaine période, Bucarest a nourri de vaines illusions.

Bien que Titulescu ne représentât plus officiellement la Roumanie, il restait une grande voix – et incommode. Ses adversaires roumains se sont efforcés d'obstruer son message, tant dans les frontières du pays qu'à l'extérieur, en le déclarant traître.

Cette interview-document, nous la proposons non seulement aux personnes intéressées et profondes, mais aux personnes qui s'empressent de nous demander d'assumer de manière égale avec les démocraties occidentales des responsabilités pour les évolutions ayant abouti à la Seconde Guerre Mondiale.

Aux jugements de l'histoire, Titulescu ajoute une nouvelle preuve de lucidité, de responsabilité et de bonne foi, de dévouement à la démocratie et au droit, à la Roumanie et à l'Europe.

Nous n'aurons pas la naïveté d'affirmer que Titulescu seul aurait pu empêcher la guerre, mais nous ne pouvons pas nous refuser la pensée que l'adoption sans réserves de l'esprit de Titulescu par les leaders des démocraties

européennes aurait animé et consolidé la résistance de ceux qui ont cru au droit et ont fait triompher sa force.

Plus qu'une lecture intellectuelle, séduisante par sa construction et son style, cette interview est un document qui réclame l'évaluation rigoureuse de moments de la première moitié du siècle dernier qui sont encore sujets à des confusions et à des clichés, vu que des professionnels et des amateurs intéressés substituent des mythes nouveaux aux mythes anciens.

Quatre réponses de M. Titulesco

L'ancien ministre des Affaires Etrangères de Roumanie nous dit pourquoi il juge l'alliance russe nécessaire, comment il a négocié jadis avec les Soviets et ce qu'il pense des deux blocs.

Il y a des hommes d'Etat qui, lorsqu'ils ne sont plus ministres, ne sont plus rien. Il y en a autres, au contraire, dont l'importance demeure intacte et même grandit. C'est à ce trait que se reconnaissent les personnalités. La véritable épreuve n'est pas de monter au pouvoir : c'est d'en être descendu...

Ti-tu-les-co ! Les quatre syllabes de son nom sonore ont empli l'histoire diplomatique de l'après-guerre. Il a été l'un des grands hommes de la Roumanie, l'un des grands hommes de la Petite Entente, l'un des grands hommes de Genève et, pour tout dire, l'un des grands hommes de l'Europe. Dix fois ministre, dont huit fois des Affaires étrangères. Dix ans ambassadeur à Londres, tout en demeurant l'inspirateur, l'animateur de la diplomatie roumaine. Il a été le plus brillant, le plus dynamique de ceux qui ont voulu construire une Europe nouvelle, basée sur l'égalité des puissances et sur le respect des traités. Quand les nuages sont montés à l'horizon, il a été l'un des premiers à comprendre, et le premier peut-être à vouloir élever une digue contre l'inondation qui s'annonçait.

Admiré sans réserve ou combattu sans mesure, il était au centre du bruit, de la vie, de la lutte... Brutalement, en coup de foudre, la disgrâce l'a frappé. Mais il n'a pas disparu, comme d'autres qui se laissent rouler ou ensevelir. Simple particulier, il est resté au premier plan. Et voici maintenant que les événements le grandissent en lui donnant la consécration de ceux qui ont eu raison.

Je ne le décrirai pas. Il est trop connu. Son visage d'Asiate pétri de latinité, c'est-à-dire d'intelligence, ses yeux ronds et lumineux, sa haute lèvre supérieure, les plis spirituels de sa bouche, l'expression complexe d'un visage où il y a de la bonne humeur, de l'ironie, du mystère, tout cela a été popularisé par la photographie et le cinéma. Pourtant, l'homme n'est complet que lorsqu'il parle. Nul n'ignore qu'il est l'un des plus grands orateurs de langue roumaine et de langue française actuellement vivants. Sa conversation est égale à son éloquence, ou plutôt elle n'est qu'une éloquence transposée dans un salon. Sa phrase s'enchaîne sur un rythme ample, avec des bondissements fougueux quand une

idée le séduit ou qu'une contradiction l'arrête. Je crois qu'il est capable d'emportement et même de colère. Je crois aussi qu'il est capable de touchantes générosités et d'émotion. En tout cas, nul n'est plus éloigné que lui de l'échantillon des hommes d'Etat insensibles, des hommes-chiffres et des hommes-traités, qui oublient ou méprisent les souffrances innombrables et les malheurs individuels atroces qui peuvent naître d'une seule de leurs décisions.

Comment ne noterai-je pas en passant que M. Titulesco, grand champion de la politique française, M. Titulesco qui est de chez nous par tant de traits, par sa culture, par sa formation, par toutes ses tendances intellectuelles, est l'un des hommes d'Etat étrangers les plus attaqués ou, plus exactement, diffamés par certains journaux français. Comme Churchill, comme Eden, comme Benès... Merveilleuse coïncidence, n'est-ce pas qui fait de tous nos plus fermes amis des cibles de choix et qui veut qu'un Titulesco soit traité, en France, exactement comme il l'est, en Allemagne, par les scribes de M. Goebbels.

J'étais allé l'interviewer. Une interview ordinaire est une cérémonie qui se passe de la manière suivante : l'interviewé s'assoit. Le journaliste aussi. La conversation s'engage d'après un plan préétabli, presque toujours bouleversée par le hasard des répliques ou la fantaisie des interlocuteurs. Quand c'est fini, on en fait un dialogue qu'on met noir sur blanc, en y introduisant le plus de pittoresque possible, pour l'agrément du lecteur. J'allais procéder suivant le rite. M. Titulesco m'arrêta.

– Posez-moi, me dit-il, toutes les questions qui vous intéressent. Posez-les toutes à la fois. J'y répondrai.

Je fus pris de court. Pourtant, j'énonçais quatre questions qui touchent aux plus brûlants problèmes actuels, quatre questions fort générales, quatre questions difficiles, je crois.

M. Titulesco m'écouta sans mot dire en me fixant de ses yeux impressionnants. Quand j'eus fini, il se leva et, en grand orateur, en grand journaliste, il « parla » les quatre admirables articles que nos lecteurs trouveront plus loin. Je les reproduis sans changer une syllabe. Je n'espérais pas tant.

Un seul mot maintenant avant de laisser la parole à l'ancien ministre des Affaires étrangères roumain. Comme on le verra, toutes les thèses qu'il soutient, tous les points de vue qu'il défend sont analogues à ceux de « l'Epoque ». La politique qu'il représente est la nôtre, c'est-à-dire la seule qui puisse sauver l'indépendance de l'Europe, l'honneur des nations et, si Dieu le veut, la paix.

C'est pourquoi M. Titulesco sera pour aujourd'hui (avec quel éclat !) le leader politique de notre journal.

Raymond Cartier

Première question:

Que pensez-vous, monsieur Titulesco, des négociations anglo-franco-soviétiques et tout spécialement quelles conclusions tirez-vous du dernier discours de M. Molotov ?

Il ne m'appartient pas de juger le discours de M. Molotov, parce que je ne connais pas les notes auxquelles il est destiné à donner la réplique. Mais il m'appartient de faire comprendre, dans l'intérêt de la bonne entente internationale, la psychologie à laquelle ce discours correspond.

Depuis de longues années l'URSS fait de louables efforts pour sortir de l'isolement dans lequel elle se complaisait, pour collaborer à l'œuvre de la paix avec toutes les autres puissances sans distinction. Loin d'être récompensée pour sa nouvelle attitude, l'URSS est devenue la cible des critiques les plus sévères qui ne peuvent pas ne pas froisser l'âme d'un peuple. Moscou, et tous les adjectifs qu'on peut en tirer, est devenu le synonyme des pires injures. L'homme de courage et de conviction qu'est M. Litvinov a marché de l'avant, sans tirer immédiatement la conclusion de cette atmosphère intenable. Qu'il en souffrît, et beaucoup, sans dire mot, il y a des personnes qui pourraient l'attester.

Quand l'URSS fut exclue de la conférence de Munich, les choses arrivèrent à un Etat tel que l'avenir seul pouvait donner la mesure de l'amertume de Moscou. Il était bel et bien prouvé que si l'Allemagne ne décevait pas les grandes démocraties occidentales, en d'autres termes, que si l'Allemagne s'emparait de l'Europe Centrale et Orientale sans que cela se vît, par des accords politiques de non-agression joints à des accords économiques de vassalisation, l'URSS était devenue un facteur sans importance aux yeux de l'Occident. Même sous la forme du danger que présentait un accord germano-russe, l'URSS n'intéressait plus, car on ne croyait pas à la possibilité d'un tel accord sur la base de cet argument assez puéril : Hitler ne saurait s'associer à l'URSS sans se renier lui-même ! Comme si accord signifie toujours traité écrit avec plénipotentiaires munis de pleins pouvoirs en bonne et due forme, apposition de sceaux, échange de ratifications, etc. ! Comme si la substance du nazisme et du bolchevisme n'était pas analogue !

Mais les choses tournèrent autrement qu'on ne l'avait prévu.

De l'abîme de l'indifférence aux sommets de l'entraide

L'Allemagne annexa la Tchécoslovaquie tout entière. Grand émoi ! Rapidement on changea de politique, et la Grande-Bretagne ne saurait être jamais assez louée pour la détermination avec laquelle elle jeta au panier ses anciennes conceptions politiques. Le Front de la Paix étant envisagé, on eut subitement besoin du concours de l'URSS, sans lequel son importance aurait été bien réduite.

Dans ces conditions la méfiance d'un Etat, qui, d'un jour à l'autre se vit, malgré la continuité de sa politique, sortir du fond de l'abîme de l'indifférence pour monter vers les sommets de l'entraide internationale, n'est-elle pas légitime ?

On pourrait le contester sérieusement ? L'URSS n'a-t-elle pas connu de pareils hauts et bas dans le passé ? Ne recevait-elle pas au printemps de 1935 la visite de M. le président Laval, de M. Anthony Eden, du Président Benès ? N'était-elle cependant pas l'Enfer, aux yeux de ses alliés mêmes, quelques mois après ? Certes, la méfiance de M. Molotov est légitime. Mais la pousser si loin que de retarder la conclusion d'un accord, qui est dans l'intérêt de l'URSS aussi bien que de l'Europe tout entière, voilà une chose qui ne devrait pas être.

La divergence

Je crois ne pas me tromper en formulant la divergence présente comme suit : pour l'URSS toute sortie des frontières actuelles des puissances de l'Axe au détriment d'autres Etats doit être motif à intervention.

Pour l'Angleterre et la France, il n'y a lieu à intervention que si cette sortie des frontières actuelles se fait contre la volonté des autres Etats. Si ces derniers sont consentants, pas d'intervention.

Qu'il me soit permis de croire que la base de la nouvelle politique du Front de la Paix est plutôt le souci de l'équilibre européen que celui de l'esthétique des moyens par lesquels ce dernier serait rompu.

En effet, si l'Axe se renforce par des abandons en apparence volontaires, la Grande-Bretagne et la France n'ont-elles rien à dire ? Et peut-on parler sérieusement de libre consentement dans les rapports entre des pays actuellement à l'apogée de leurs forces comme l'Allemagne et l'Italie et d'un petit pays de l'Europe Centrale ou Orientale ? Si la théorie anglo-française était admise, les officiers céderaient rapidement la place aux corrupteurs et les munitions, la place à l'argent. Et le tour serait joué.

Une révision des conceptions basées sur la délicatesse dans les rapports avec ceux qui n'en pratiquent aucune, s'impose. Sinon nous sommes perdus.

Ce qui rend la situation grave, c'est que, malheureusement, des deux côtés, et de celui des grandes démocraties et de celui de l'URSS, il y a l'idée qu'en cas d'échec il reste la carte de l'entente avec celui contre lequel on veut se coaliser aujourd'hui. Du côté de l'URSS, il doit certainement y avoir aussi l'idée que, si elle ne s'entend avec personne, si elle garde simplement la neutralité pendant une guerre qui mettrait aux prises l'Europe d'Occident et celle du Centre, l'armée soviétique resterait seule intacte à la fin de la guerre et serait donc seule capable d'imposer ses volontés de toutes sortes : militaires, politiques et sociales. Que les ennemis d'une entente avec l'URSS méditent à cette hypothèse ; bien des fausses craintes disparaîtraient en un clin d'œil !

COMME, POUR MOI, LES TROIS DERNIERES HYPOTHESES NE JOUENT QU'EN FAVEUR DE NOS ADVERSAIRES, IL NE ME RESTE QU'A SOUHAITER QU'ON N'OPPOSE PAS A LA MEFIANCE RUSSE LA DIGNITE ANGLAISE, MAIS PLUTOT LA COMPREHENSION HUMAINE, SOURCE BIEN PLUS FECONDE D'ACTES CREATEURS.

Deuxième question:

Vous avez mené avec l'URSS de longues négociations. Pouvez-vous évoquer les souvenirs personnels qu'elles vous ont laissés et les enseignements que vous en avez tirés ?

Mes souvenirs sur les rapports avec Moscou ?

Pour bien des motifs, j'ai été le dernier Roumain qui ait voulu s'entendre avec l'URSS. Aussi, lorsqu'en 1932, il s'agit de signer, à l'instar de la France et de la Pologne, un pacte de non agression avec l'URSS et lorsque j'ai constaté que, sous ce prétexte, l'URSS cherchait à nous faire déclarer que la Bessarabie était un territoire litigieux, je menai une campagne en règle contre un tel traité. Je n'eus aucune peine à démontrer que ce Pacte, n'ayant qu'une durée de cinq ans, détruisait un instrument diplomatique autrement précieux pour nous parce que permanent – le pacte Briand-Kellogg – et qu'il se réduisait somme toute à la reconnaissance par la Roumanie du soi-disant litige bessarabien. Qui dit litige, dit juge ! Or, la première condition du bon voisinage avec l'URSS consistait à ne pas avoir avec elle un procès. Comme, à la différence du droit privé, il n'y a pas en droit international juge pour toute prétention, mais seulement juge là où on l'a accepté, soit directement par la nomination d'arbitres, soit indirectement par la reconnaissance d'un litige qui fatalement appelle les juges chargés de le trancher, l'URSS n'avait plus qu'un seul moyen de recouvrer le Bessarabie : c'était la guerre. Mais à ce moyen elle avait précisément renoncé par le pacte Briand-Kellogg.

«Faites votre politique»

Le projet de pacte de non agression russo-roumain de 1932 substituait à la situation internationale nette et indiscutable que nous avions dans la question de la Bessarabie, une situation nouvelle, confuse et pleine de menaces. Je ne tardais pas à observer que mes télégrammes ne portaient plus à Bucarest et que la Roumanie, qui avait pris l'habitude de suivre la Pologne, écoutait bien plus les conseils de Varsovie que les miens. L'opinion publique roumaine bien travaillée par la presse de l'époque, considérait l'entente avec l'URSS comme l'unique moyen de salut pour le pays. Cette presse ne se gênait pas pour qualifier mon action comme une trahison des intérêts du pays.

FEUILLETEZ-LA. ELLE EST BIEN SIGNIFICATIVE, PUISQU'ELLE REFLETE L'OPINION DU GOUVERNEMENT ROUMAIN ET DES PRINCIPAUX PARTIS POLITIQUES ROUMAINS D'IL Y A SEPT ANS SEULEMENT.

On aurait dit qu'à ce moment les Russes n'étaient pas communistes et les Roumains pas bourgeois. Ce n'est que plus tard, quand la propagande allemande s'en mêla, qu'on fit la découverte de nos conceptions sociales respectives.

Considérant qu'une telle situation était contraire à ma dignité de ministre, je démissionnai de mon poste de Londres et j'accordai en même temps une interview à l'Agence Reuter expliquant la situation tout entière. Ce n'est que par cette interview que l'opinion publique de mon pays apprit qu'il s'agissait de la Bessarabie. Un grand revirement se produisit en ma faveur.é

Jevtić dit oui, mais Benès hésite.

Sa Majesté le Roi Carol m'appela à Bucarest et m'offrit le portefeuille des Affaires étrangères en me disant très simplement que quiconque préconise une politique ne peut refuser la responsabilité de son exécution. Je ne pus que m'incliner devant le désir royal. Le résultat de mon acception fut la démission du cabinet Vaida Voievod et le départ de M. Gafenco, l'actuel ministre des Affaires étrangères alors sous-secrétaire d'Etat à ce département.

Appelé à faire un exposé devant la Chambre des Députés, comme membre du nouveau cabinet qui se constitua sous la présidence de M. Iuliu Maniu, je réussis à obtenir l'unanimité des voix pour la rupture des négociations commencées avec l'URSS.

Les alliées de la Roumanie, la France et la Pologne, signèrent sans nous avec l'URSS leur pacte de non agression, alors que la question de la Bessarabie était en jeu.

Oui, j'ai connu alors le plus grand succès parlementaire de ma vie. Mais après, délaissé par les uns et les autres, j'eus à réfléchir sur une maxime d'Ibsen et à constater qu'il n'est pas vrai de dire que l'homme n'est jamais plus grand que lorsqu'il seul.

Je m'efforçai de trouver à tout prix le moyen de sortir de l'isolement. Je regardai la carte de l'Europe et je vis que tous les pays étaient ou seraient bientôt en relations avec l'URSS. Sur deux seulement j'avais un chance d'exercer une influence : la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. Il fallait à tout prix que ces deux pays ne reconnaissent pas l'URSS avant que les conditions satisfaisant les intérêts de la Roumanie ne fussent réunies.

Je profitai de la réunion de la Petite Entente, en décembre 1932, à Belgrade, pour mettre mon plan à exécution.

Après avoir constaté que les liens qui unissent les Etats de la Petite Entente étaient trop vagues, je fis la proposition qu'aucun des Etats membres de la Petite Entente ne puisse conclure un accord politique avec n'importe quel autre Etat ou faire un acte unilatéral qui changerait la situation politique actuelle sans le consentement des deux autres.

Le Président Jevtić accepta de suite. C'était le moment de la fameuse querelle à propos des Lions de Traun, qui avait tendu au paroxysme les rapports italo-yougoslaves.

Le président Benès qui, créateur et animateur permanent de la Petite Entente, avait la conception de son développement organique, était très curieux de savoir ce qui se cachait derrière la formule «acte politique unilatéral qui changerait la situation politique actuelle». Il me posa toutes espèces de questions ; Jevtić suivit l'exemple. Finalement je dus avouer : «Je ne veux pas que vous reconnaissiez l'URSS avant que la Roumanie ne soit en mesure de le faire». Jevtić accepta ; mais Benès me dit qu'il y avait un courant russophile qui l'empêchait de le faire, que déjà le fait que la Tchécoslovaquie n'avait pas encore reconnu l'URSS lui avait causé d'importants dommages, que le maximum qu'il pouvait faire par amitié pour la Roumanie, c'était de ne pas reconnaître l'URSS pendant deux ans. C'était déjà quelque chose. Sur ce, nous nous séparâmes.

Voici Hitler !

Un mois plus tard, M. Hitler devint le chancelier du Reich. Cette fois-ci, ce fut Benès qui me fit savoir qu'il était disposé maintenant à accepter ma formule de Belgrade. Elle fut encadrée dans le nouveau pacte de la Petite Entente dont la négociation ne dura que quelques heures, tellement les points de vue des trois Etats étaient proches, et ce dernier fut signé à Genève le 16 février 1933.

La nouvelle Petite Entente était donc une construction à trois étages dont le bâtisseur fut la crainte : crainte de la Roumanie à l'égard des Russes, crainte de la Yougoslavie à l'égard de l'Italie, crainte de la Tchécoslovaquie à l'égard de l'Allemagne.

La Roumanie n'était plus seule face aux Russes. Mais de là à se rapprocher d'eux, quel travail !

Ce fut à Genève, à l'occasion de la Conférence du Désarmement, que M. Litvinov, mon adversaire le plus redoutable jusqu'à ce moment, proposa la définition de l'agresseur. Elle me sembla tellement importante, tellement claire, qu'au nom de la Roumanie je n'hésitai pas à y adhérer sur le champ, à la grande surprise de beaucoup.

Définir l'agression, c'est bien. Mais définir le territoire sur lequel elle ne devait pas avoir lieu est encore mieux.

Lorsque l'URSS accepta de considérer comme territoire des Etats signataires de la convention de Londres des 3 et 4 juillet 1933, le territoire sur lequel un Etat exerce actuellement son autorité, rien ne s'interposait plus entre l'URSS et la Roumanie pour rétablir les relations amicales qui ont toujours existé entre les deux pays. En effet, l'histoire de la Roumanie n'est qu'une suite d'invasion et de guerres, de souffrances en Orient, pour que les biens spirituels de l'Occident fussent sauvés. Or, l'Histoire n'a jamais eu à enregistrer de guerre entre Roumains et Russes.

La 9 juin 1934, la Roumanie et la Tchécoslovaquie reprirent les relations diplomatiques avec l'URSS. A cette occasion, l'URSS reconnut la pleine et entière souveraineté de la Roumanie sur ses territoires. A la même époque, Louis Barthou faisant siennes les idées des Présidents Herriot et Boncour, envisagea le fameux pacte oriental qui devait englober, dans un Front de la Paix, la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'URSS, la Pologne et la Tchécoslovaquie. L'opposition de l'Allemagne et de la Pologne firent échouer le grand pacte. On lui substitua des ententes bilatérales franco-russe et tchéco-russe, ouvertes à l'adhésion ultérieure des intéressés.

J'obtiens les pleins pouvoirs

Qu'allait faire la Roumanie en présence de ce nouveau rapprochement entre ses alliés et l'URSS ? Ne pas les suivre c'eût été créer cette situation paradoxale d'une Roumanie amie de la France, alliée de la Tchécoslovaquie et ennemie de la Russie, l'alliée des deux pays précités.

Mon auguste Souverain, le Roi Carol, eut la sagesse de me donner, en juillet 1935, des pleins pouvoirs pour conclure avec l'URSS un pacte d'assistance mutuelle à l'instar de la France et de la Tchécoslovaquie. On ne saurait exagérer la grandeur de l'esprit politique dont il fit preuve en l'occurrence.

Fidèle à la doctrine française de Louis Barthou qui voulait l'alliance contre l'agresseur et non pas l'alliance contre un pays déterminé, je fis ce qu'a fait la France et, en février 1936, j'offris une alliance défensive à l'Allemagne en lui faisant savoir que je procéderai de même avec l'URSS.

L'Allemagne déclina l'offre, en arguant que dans l'Etat présent des choses, elle préférerait son isolement à toute alliance avec qui que ce soit.

L'URSS, pendant de longs mois, refusa elle aussi l'alliance roumaine, en invoquant le manque de réciprocité réelle, vu que la situation géographique était telle que la Roumanie serait toujours attaquée la première et que, partant, l'URSS devait toujours nous prêter son assistance tandis que la Roumanie ne pourrait jamais prêter la sienne, étant donné qu'elle serait écrasée avant que l'URSS n'ait pu être attaquée.

Je ne me suis jamais laissé convaincre par un tel raisonnement et je considère que si l'URSS avait répondu à temps à l'appel de la Roumanie, la situation en Europe Centrale serait aujourd'hui inchangée. Bien entendu la propagande allemande s'empara de la question et cria à qui voulait l'entendre que j'avais autorisé les Russes à franchir le Dniestr.

Des attaques injustes

Aujourd'hui, avec le recul nécessaire, on peut juger de la moralité des moyens employés par certains pour atteindre leurs fins : alors que le pacte russo-roumain n'était même pas discuté, on parlait déjà de la clause qui autorisait les Russes à franchir le Dniestr !

De la manière dont une partie de la presse française, pour ne pas parler d'autres, en a fait un chef d'accusation contre moi, que dire ? Rien ! Ce serait trop douloureux.

Il semblerait que le premier venu, par le fait de tenir une plume à la main, a, de plein droit, le privilège de voir plus clair qu'un homme qui s'est dévoué pendant vingt ans sans interruption aux intérêts de son pays, en qualité de ministre, en renonçant pour cela à deux carrières des plus passionnantes, le barreau et l'enseignement.

En juin 1936, l'URSS se vit particulièrement attaquée par la propagande allemande. En Roumanie, le parti de la Garde de Fer se livra à des excès sans précédent. Mon pays cessa d'être indifférent aux yeux des Russes.

L'accord est fait...

Je me fis renouveler, le 14 juillet 1936, par mon Gouvernement, les pleins pouvoirs pour signer un pacte d'assistance avec l'URSS. Et le 22 juillet 1936, à Montreux, où se tenait la Conférence des Détroits, M. Litvinov et moi tombâmes d'accord, à titre personnel, sur ce que nous devions signer un mois plus tard, en septembre, à Genève, à titre officiel.

Cet accord comprenait trois points des plus importants :

a) Il s'agissait non pas d'un pacte d'assistance mutuelle visant l'agression d'un seul pays, l'Allemagne, comme le cas de la France et de la Tchécoslovaquie, mais d'un pacte d'assistance générale contre tout agresseur européen.

Ainsi donc, si par malheur le pacte de la Petite Entente ou le pacte Balkanique ne fonctionnait pas à cause de la défaillance de l'un ou de plusieurs de leurs membres, les intérêts de la Roumanie n'avaient pas à en pâtir, l'URSS étant là pour compléter la déficience des aides escomptées.

b) Le Gouvernement de l'URSS reconnaissait qu'en vertu de ses obligations d'assistance, les troupes soviétiques ne pourraient jamais franchir le Dniestr sans une demande formelle du Gouvernement roumain.

A cet effet le Dniestr était reconnu comme frontière séparant le territoire de la Roumanie de celui de l'URSS.

Comme le chiffre est un moyen trop sec pour transmettre les résultats d'une lutte qui avait duré plusieurs années, comme mes pleins pouvoirs avaient été renouvelés le 14 juillet et que j'avais du temps devant moi, la signature officielle ne devant avoir lieu qu'en septembre, comme un rapport verbal était le moyen le plus complet et le plus déférent d'informer le Souverain, je m'apprêtais à déposer en personne aux pieds de la Couronne ces résultats satisfaisants si péniblement acquis.

...mais je tombe du pouvoir.

Mais, le 29 août 1936, jour où, à cinq heures de l'après-midi, on demandait mon opinion sur la non intervention en Espagne – et je répondis que nous devons marcher avec la France et l'Angleterre – on me notifiait, à huit heures du soir, que j'avais cessé d'être ministre des Affaires étrangères.

L'affaire en resta là.

Je n'ai plus qu'à souhaiter de tout cœur et très sincèrement que mes successeurs fassent plus et mieux. Ce serait pour moi la meilleure compensation pour nombre de déboires.

Troisième question:

Jugez-vous possible un rapprochement germano-soviétique ?

La différence entre les communistes et les hitlériens et les fascistes ?

Cette question me fut posée par un député anglais à la suite d'une conférence que je fis au Parlement britannique, il y aura bientôt deux ans. Je répondis, sur-le-champ : « Supposez que vous ayez six vaches, le bolchevik vous les prendra toutes immédiatement et vous n'entendrez plus jamais parler d'elles. Le hitlérien vous les laissera, mais vous interdira de les traire. Et, de plus, il vous imposera l'obligation de les entretenir ».

Oui, le communisme est une doctrine qui enlève en un clin d'œil la propriété individuelle des citoyens au profit de l'Etat. Mais comme l'Etat à la longue ne sait que faire de la totalité, il la restitue graduellement aux citoyens. Le hitlérisme ou le fascisme sont des doctrines qui enlèvent graduellement la propriété individuelle des citoyens jusqu'à anéantissement complet.

Et puisque nombreux sont ceux qui s'imaginent qu'un accord germano-russe est impossible parce qu'il signifierait que le chancelier Hitler se renierait lui-

même, je répond : le jour où à l'intérieur de l'Allemagne il restera encore une certaine quantité de propriétés individuelles et où à l'intérieur de la Russie, par suite des restitutions opérées, il se sera créé une certaine quantité de propriétés individuelles, le jour où, à l'intérieur de l'URSS, le mouvement antisémite serait arrivé à ses fins, l'expulsion de tout élément israélite des fonctions publiques, le chancelier Hitler, loin de se contredire, exprimera une vérité s'il veut affirmer qu'entre l'URSS et l'Allemagne il n'y a pas de divergences de conceptions politique et sociale et M. Staline aura bien mérité de sa patrie en agissant de telle manière que deux doctrines tellement différentes à leurs points de départ se soient rejointes, jusqu'à se confondre, à leur point d'arrivée.

D'ailleurs, il n'y a pas longtemps, les « Relazioni Internazionali » publiaient un article qui disait que le bolchevisme n'avait pas apporté au prolétariat les bienfaits auquel il avait droit, qu'il était une doctrine retardataire et que c'était au fascisme qu'incombait la noble mission de mettre sur pieds une œuvre réelle d'extrême gauche.

La main tendue, et le poing fermé.

L'opposition des doctrines sociales ou, ce qui est encore plus important, des croyances religieuses, ne saurait constituer un empêchement à la réalisation d'une politique étrangère commune.

François I^{er}, le roi très chrétien, n'a-t-il pas fait pour la défense des intérêts de la France à l'extérieur une alliance avec les Turcs ? Les Français de la III^e République n'ont-ils pas pratiqué l'alliance avec la Russie autocratique des tsars ? Et la grande ambition du chancelier Hitler n'est-elle pas d'arriver à une alliance avec l'Angleterre ultra-démocratique ? *Mein Kampf*, écrit à un moment où la doctrine nazie avait la pureté de la conception pas encore appliquée, en est un témoignage vivant.

Que chaque pays prenne les mesures nécessaires pour défendre la doctrine sociale qui lui est propre. Et qu'il établisse sa politique étrangère sur la base de la communauté d'intérêts indépendamment des considérations idéologiques.

La Roumanie a procédé ainsi avec l'URSS et elle n'a pas eu à s'en plaindre. A l'extérieur, la main tendue, à l'intérieur, le poing levé ne sont pas des gestes incompatibles. Qu'arriverait-il à l'intérieur de l'URSS à celui qui se déclarerait bourgeois et voudrait faire du prosélytisme en faveur de sa doctrine ? Un sort identique à celui qui se déclarerait partisan du communisme et ferait du prosélytisme en faveur du communisme à l'intérieur d'un pays bourgeois ne serait que de la réciprocité.

Qu'il me soit cependant permis d'attirer l'attention de ceux que préoccupe surtout leur intérêt de classe sur le fait qu'ils sont beaucoup mieux défendus contre le communisme franc, parce que tel, que contre le communisme qui pour

trionpher n'hésite pas à endosser les habits du bourgeois. Que ce soit ce dernier qui crie « au voleur » quand il aperçoit le premier, et qu'il fasse le gendarme de l'ordre social établi, voilà une chose inexplicable, ou trop facile à expliquer, qui restera la caractéristique de notre temps.

Quatrième question:

Que pensez-vous des forces que les deux blocs en voie de formation mettent en présence et de quel côté penche la balance ?

Quant à votre dernière question, la balance des forces entre les deux blocs, laissez-moi vous dire combien je suis attristé de constater que, malgré nos efforts pacifiques, nous sommes obligés de parler encore de blocs et de camps adverses, et de vous dire, puisqu'il faut appeler les choses par leur nom, que cette balance penche nettement du côté où se trouveront la France et la Grande-Bretagne.

Quelle force ce bloc a-t-il dû avoir dans le passé pour que, amputé de tous côtés, nous puissions encore parler sans hésiter de sa supériorité ?

Et dire que cette force énorme, dont la véritable fonction n'était pas de gagner une seconde guerre, mais de l'empêcher, ne pourra peut-être pas réaliser sa véritable mission à cause de la tardivité apportée par certains à comprendre cette règle élémentaire de politique, que les représentants des petits Etats ont appliquée dès la signature des traités de paix : pour empêcher la guerre, il faut que l'agresseur éventuel connaisse d'avance la somme des forces qu'il aura à combattre le jour où il voudrait mettre ses desseins à exécution. Tout, nombre d'hommes, matières premières, positions stratégiques, justice de la cause pour laquelle on fait le sacrifice du sang, facteur essentiel dans les guerres de longue durée, perspectives d'accroissement des forces déjà groupées dans l'un des camps, tout est supérieur du côté franco-anglais.

Mais à côté de la matière, il y a l'esprit ; à côté du nombre, il y a l'organisation.

« Qu'avez-vous fait ? »

Quels que soient les signes extérieurs qui font dire que les peuples italien et allemand ne veulent la guerre pas plus que les peuples anglais et français, si la guerre éclate à propos d'une question qui dresse les peuples italien et allemand derrière leurs dictateurs, nul doute que ces derniers ne combattent avec le dynamisme spécifique aux lutteurs qui croient que le combat leur apporte une vie nouvelle qu'ils n'ont pas connue dans le passé.

Lutter pour une vie meilleure, pour certains pour la vie idéale, est autre chose que de lutter pour conserver ce que l'on a.

Loin de moi l'idée que nous n'aurons pas dans nos rangs l'esprit qu'il faut, mais ne sous-estimons pas le supplément de forces que donne le dynamisme psychologique patiemment préparé et sagement entretenu.

Je passe à l'organisation. Depuis combien de mois, avant la signature de l'alliance italo-allemande, n'avons-nous pas entendu parler de visites réciproques de nombreux officiers allemands et italiens ? C'étaient des études sur le terrain, des tournées d'inspection, qui permettaient la connaissance exacte de la situation, qui remplaçaient avantageusement les études de cabinet basées sur des rapports et des cartes géographiques.

Un exemple...

Laissez-moi prendre un exemple pour faire une comparaison instructive. La Grande Bretagne et la France ont garanti unilatéralement la Roumanie contre toute agression et sous la condition qu'elle veuille se défendre elle-même. Voilà donc un cas concret de coopération des armées françaises, anglaises et roumaines. A-t-on envoyé des commissions pour étudier sur place une telle guerre sous tous ses aspects ? A-t-on la connaissance exacte des armements et munitions qui peuvent manquer à la Roumanie ? Qu'a-t-on envoyé pendant les deux mois depuis que la garantie a été donnée ? Quelles dispositions ont été prises pour compléter le reste ? Quelles dispositions ont été prises pour étudier les différents aspects de la coopération turque ? Voilà certes des questions sur lesquelles je ne demande pas des réponses sur la place publique.

Mais je sais combien a été fait par les Allemands en Roumanie pour la mise en vigueur de leur accord économique. Et je voudrais voir s'accomplir au même rythme les actes nécessaires pour la mise en vigueur de la garantie donnée. Et quand l'accord russe sera signé, car j'espère qu'il le sera, combien y aura-t-il à faire pour le vivifier sur le terrain militaire ainsi que l'intérêt général l'exige ?

Tout ceci demande du temps.

Lorsqu'il a fallu si longtemps pour réaliser la juste conception de sécurité collective, combien de temps faudra-t-il pour la mettre en vigueur ? Beaucoup, même si tout le monde sans exception a les bonnes dispositions nécessaires. Mais ce temps nous sera-t-il accordé ? Espérons-le, mais il est difficile de le supposer.

Alors ? Alors, constatons que si nous parlons balance de force, nous en avons suffisamment pour compenser toutes les erreurs et tous les retards. Mais constatons aussi que les erreurs du passé nous font payer trop cher tout ce que